

Unité bidépartementale Calvados Manche  
1 rue Recteur Daure  
CS 6004  
14000 Caen

Caen, le 11/07/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/05/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### CPO\_COMPAGNIE PETROLIERE DE L'OUEST

Dépôt de Ouistreham  
Rue de la Crête au Coq  
14150 Ouistreham

Références : 2025-363  
Code AIOT : 0005300452

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/05/2025 dans l'établissement CPO\_COMPAGNIE PETROLIERE DE L'OUEST implanté Dépôt de Ouistreham Rue de la Crête au Coq 14150 Ouistreham. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CPO\_COMPAGNIE PETROLIERE DE L'OUEST
- Dépôt de Ouistreham Rue de la Crête au Coq 14150 Ouistreham
- Code AIOT : 0005300452
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Les activités du site comportent la réception de gazole et fioul domestique par pipeline TRAPIL et des additifs par camions, le stockage des produits dans les réservoirs ou ballon et le chargement des camions citernes (PCC) pour livraison aux clients. Le transfert des produits s'effectue par canalisations et les expéditions par des postes de chargement des camions. Le site comporte 7 réservoirs aériens (bacs 11 à 17) et une citerne compartimentée pour les additifs.

Cinq personnels permanents travaillent sur le site (un chef de dépôt, son adjoint et 3 opérateurs). Les horaires d'ouverture du dépôt sont de 5h30 à 17h45 (dernier camion entrant). Un gardien assure la surveillance du dépôt la nuit de 18h30 à 5h20 ainsi que les jours fériés et week-end.

Le site dispose de réserves incendie et de pistes périphériques pour l'accès des pompiers, avec aires de dégagement. Le site fonctionne avec un système d'astreinte en plus de la présence du gardien. Ce site dispose d'une télésurveillance et d'une alarme périmétrique.

Un arrêté préfectoral du 27/07/2020 a permis d'acter le changement d'exploitant au profit de la société CPO (COMPAGNIE PETROLIERE DE L'OUEST) qui est une marque du groupe TOTAL Energies Proxi Nord Ouest (l'ancien exploitant étant DMS DCA-MORY SHIPP).

### Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS mousses

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Emulseur PFAS	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43.3	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit préciser sous 6 mois le plan d'actions mis en oeuvre, avec échéancier, lui permettant d'assurer la transition vers un émulseur sans PFAS, en référence au courrier transmis par la DREAL Normandie le 25 avril 2025 qui présente les restrictions et les interdictions des émulseurs contenant des PFAS et les actions à mener lors de leur remplacement pour assurer l'efficacité de la stratégie de défense incendie du site.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Emulseur PFAS**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Défense incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  43-3-3. Lorsque l'exploitant dispose des moyens lui permettant de réaliser les opérations d'extinction des scénarios de référence du point 43-1 du présent arrêté sans l'aide des secours publics, la définition du taux d'application et la durée de l'extinction respectent a minima les valeurs données en annexe V du présent arrêté. (...)L'exploitant détermine dans son étude de dangers ou dans son plan de défense incendie :- (...) la disponibilité des moyens en eau et en émulseur nécessaires pour l'accomplissement des opérations d'extinction.43-3-4. Dès lors que la

stratégie de lutte contre l'incendie de l'exploitant prévoit l'intervention des services d'incendie et de secours, la définition par l'exploitant du taux d'application et la durée de l'extinction respectent :- soit les valeurs données en annexe VI du présent arrêté. Les moyens d'application de la solution moussante permettent soit une application douce, soit une application indirecte. L'application directe de solution moussante est interdite. L'émulseur est de classe de performance IA ou IB conformément aux normes NF EN 1568-1, NF EN 1568-2, NF EN 1568-3, ou NF EN 1568-4 (versions d'août 2008) ;- soit a minima les valeurs données en annexe V du présent arrêté. Le préfet peut prescrire par arrêté préfectoral des taux d'application et durée d'extinction supérieurs au regard de la sensibilité des enjeux potentiellement impactés autour du site tels que décrits dans l'étude de dangers, dans la limite des exigences fixées dans le chapitre 5 de la norme NF EN 13565-2 (version de juillet 2009), et, pour les liquides miscibles à l'eau, a minima un taux d'application de 15 litres par minute et par mètre carré pour les modes d'application non prévus par cette norme ;(...)

#### **Constats :**

Les substances per- ou polyfluoroalkylées (PFAS) sont une large famille de plus de 4 000 composés chimiques. Elles présentent de nombreuses propriétés (antiadhésives, imperméabilisantes, résistantes aux fortes chaleurs) qui ont encouragé leur fabrication puis leur utilisation par de multiples secteurs industriels depuis les années 1950. Les PFAS sont des molécules très persistantes, largement répandues dans l'environnement et représentent un enjeu de santé publique.

Compte tenu de l'usage important et très émissif des PFAS dans les mousses anti-incendie, une action nationale est déployée en 2025. Elle vise à améliorer la connaissance de l'utilisation de ces mousses et à contrôler l'application des restrictions d'utilisation de certains PFAS dans les mousses anti-incendie en vertu du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants (POP) et du règlement 1907/2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH). Elle vise également à anticiper les restrictions d'utilisation à venir en application de ces mêmes règlements.

Un courrier présentant les restrictions et les interdictions des émulseurs contenant des PFAS et les actions à mener lors de leur remplacement a été transmis à l'entreprise CPO par la DREAL Normandie le 25 avril 2025.

En inspection, l'exploitant a indiqué avoir sur son dépôt de Ouistreham des émulseurs non conformes aux attentes en ce qui concerne les PFAS.

Le remplacement de ces émulseurs est prévu selon un mode opératoire défini par la filiale Total Energies. Le prestataire EGI est notamment chargé de réaliser une étude hydraulique pour définir le cas échéant les adaptations nécessaires aux moyens de défense incendie du site de Ouistreham, afin que ceux-ci restent efficaces avec un nouvel émulseur sans PFAS ne présentant pas les mêmes caractéristiques (viscosité plus élevée possible notamment).

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande n°1 :**Concernant l'utilisation d'émulseurs fluorés, l'exploitant doit fournir, sous 6 mois, la liste des PFAS présents dans les émulseurs fluorés encore présents sur son site de Ouistreham, ainsi que leurs concentrations.

Concernant la transition vers des émulseurs sans PFAS, l'exploitant transmet sous 3 mois son plan d'actions accompagné d'un échéancier visant la fourniture :

- des éléments justifiant l'efficacité des moyens de défense incendie du site avec le nouvel émulseur sans PFAS ne présentant pas les mêmes caractéristiques (viscosité plus élevée possible notamment) : étude hydrauliques, résultats des tests...
- des résultats d'analyses en PFAS sur les eaux en sortie de l'ensemble des équipements de lutte incendie ayant été concernés par une transition d'émulseurs fluorés à non fluorés.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 6 mois